

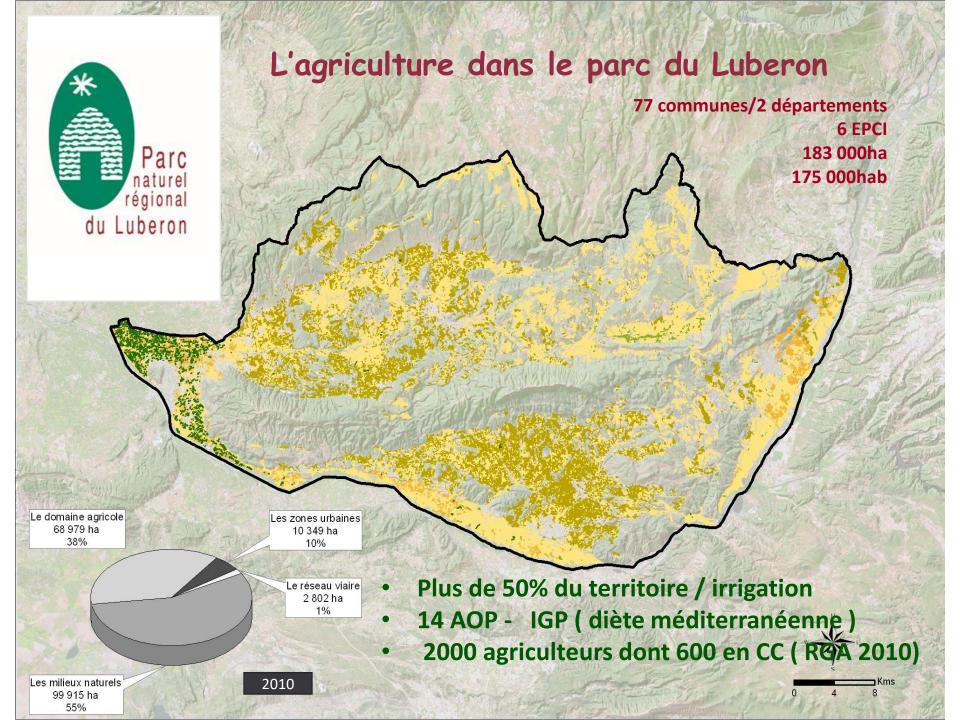


Luberon nourricier, quelle autonomie alimentaire du territoire aujourd'hui et demain?

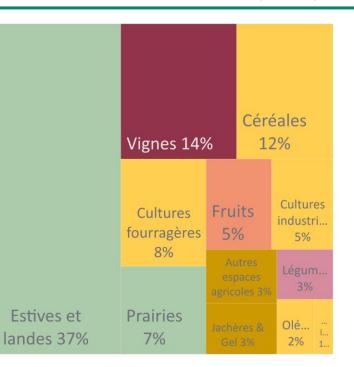


Pour une Alimentation Résiliente Citoyenne et Locale

Parcel-app.org



PRODUCTION AGRICOLE (2018)

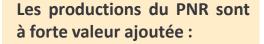


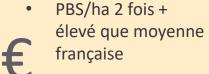
Surface agricole = 58 995 ha/183 000ha = 32% (Région 24% - Fce 52%) **soit 3 300m²/hab** (Région 1 500/hab et Fce 4 000/hab)

- **Productions diversifiées**: 14% de vigne, 30% de cultures annuelles, 7% de fruits et légumes etc.). Les surfaces pastorales = 40% du territoire;
- Les cultures non alimentaires (lavande, vignes) occupent une place significative de la SA (15 000 ha, près de 25%);
- **L'élevage** (ovin principalement) **pastoral** qui utilise et entretient des espaces de bois, landes...

Utilisation de la surface agricole des territoires - 2018

Une surface agricole utile (hors estive,lande) en forte diminution sur le long terme : Entre 1988 et 2010, elle a diminué de 20% (- 12 000 ha soit - 545 ha/an) ; avec entre 2015 et 2017 une relative stabilisation de la SAU globale du territoire (- 100ha/an)







• 14 indications géographiques



Entre 1988 et 2010, le nombre d'exploitations agricoles a diminué de 50% : concentration de la production au sein d'exploitations en agrandissement ; néanmoins les fermes restent de petites tailles 24Ha en moy. Une population agricole âgée.



L'alimentation actuelle du Parc Naturel Régional du Luberon

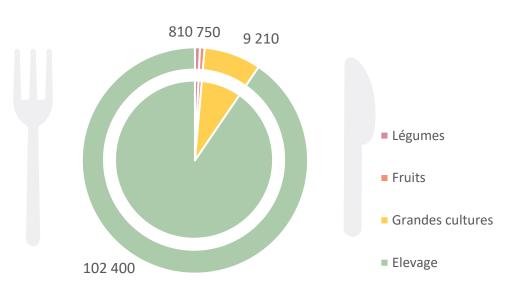
CONSOMMATION ALIMENTAIRE



Empreinte spatiale de l'alimentation

113 170 hectares

Empreinte spatiale de l'alimentation du territoire



Empreinte spatiale de l'alimentation du territoire, en hectares

- 113 170 ha de terres agricoles nécessaires pour satisfaire la demande alimentaire de la population du PNR (pop.résidente d'env. 180 000 personnes);
- Avec le tourisme, on estime que la demande alimentaire du territoire augmente d'un peu plus de 10 % pour atteindre 126 000 ha (prise en compte des locations, camping, hôtels etc.) ;
- Avec les régimes actuels, 90% de cette empreinte spatiale est liée à des productions d'élevage : viande, produits laitiers, œufs (PARCEL calcule l'empreinte spatiale sur la base des données de production départementales. Dans le cas des territoires avec un élevage extensif

Sources principales

- Outil PARCEL
- INSEE, données tourisme



LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

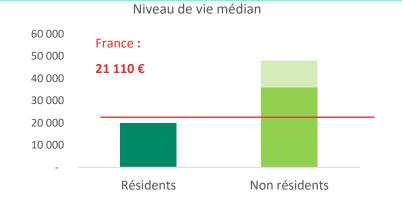


Deux profils de consommateurs : résidents et non résident

- La demande alimentaire totale du territoire s'élève à plus de 252 000 tonnes de produits bruts agricoles;
- Les résidents (env180 000hab.) = 87% en volume (78% en valeur); non résident s (1,6 M sur 2 mois) = 13% volume(22% en valeur)
- La consommation dépend fortement des caractéristiques de ces deux populations (âge, sexe, CSP...) : influe sur les lieux d'achats de denrées alimentaires, les produits consommés, saisonnalité...

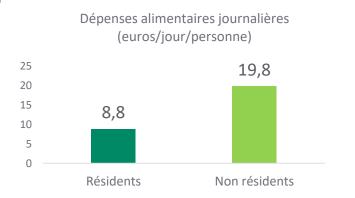
Caractéristique de la population résidente (Insee 2018)

- -Population assez modeste : 18% de ménages pauvres (contre 15% en France)
- -Population vieillissante (+27% de + de 60 ans en 10 ans) : générat° « hypermarchés » selon CREDOC
- =>budgets alloués à l'alimentation faibles du fait revenu et circuits de distribution, peu de hors domicile (< 20% ?)



Caractéristique de la population non résidente

- Population « riche » ;
- Population adulte (30-60 ans);
- => budgets alloués à l'alimentation importants du fait de revenus élevés et des circuits de distribution liés au tourisme gastronomique, restaurants...



LA PRODUCTION ET CONSOMMATION: LES IMPACTS

Des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture relativement faible par rapport aux autres secteurs :

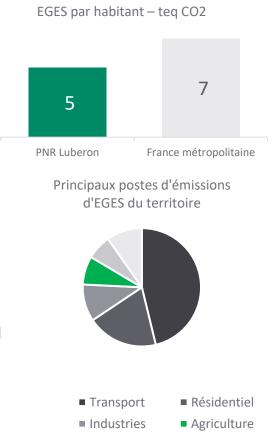
- Émissions de gaz à effet de serre émises par le territoire : 886 057 teq CO2
- Ramenées par habitant, les EGES du territoire s'élèvent à 5 teq CO2 / an au sein du PNR (contre 7 en France métropolitaine);
- L'agriculture = 8 % des EGES du territoire (> 16% en France), soit 68 763 teq
 CO2 ;

Les émissions de gaz à effet de serre liées à la consommation alimentaire du territoire (pas forcément émises sur le territoire) sont majoritairement liées à la consommation des produits animaux

- Les émissions totales de la consommation alimentaires d'élèvent à 355 509 teq
 CO2 / an (5 fois plus que les EGES de l'agriculture du territoire);
- 83% de ces émissions proviennent des produits de l'élevage ;

Sources principales

- ADEME, Base de données Agribalyse, Food'GES
- Outil PARCEL





2,3 fois plus d'actes médicaux liés aux maladies à causes alimentaires sur le PNR Luberon qu'en France (obésité, diabète, troubles nutritionnels) - en lien avec l'âge moyen élevé et la précarité assez forte de la population résidente ScanSanté, 2019



POTENTIEL NOURRICIER

Le potentiel nourricier du territoire varie entre 37% (SAU alim et Résidents +non résidents) et 52% (toute la SAU et uniquement résidents) selon:

- Le degré d'utilisation de la surface agricole (utilisation de surfaces non alimentaires) ;
- La priorisation entre les consommateurs résidents et non résidents ;



Des déficits de productions en grandes cultures et en élevage, des excédents en fruits et légumes :

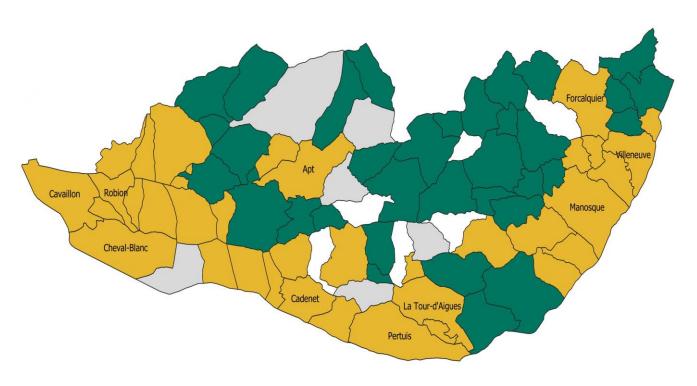
- Le potentiel nourricier varie fortement selon les produits (cas d'utilisation de la surface alimentaire pour satisfaire les besoins alimentaires de la population résidente : potentiel nourricier de 19%) :
 - Production excédentaire en fruits (416%) et légumes (208%): une partie est forcément exportée ;
 - Production très déficitaire en produits d'élevage (11%), et légèrement déficitaire en céréales et autres cultures (61%);



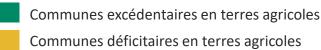


POTENTIEL NOURRICIER





 La potentiel nourricier est variable selon les communes : la partie Nord du PNR est plutôt excédentaire en terres agricoles et la partie Sud et les zones urbaines sont davantage déficitaires (à mettre en lien avec les zones de pauvreté, les réseaux viaires, la concentration des circuits de distribution etc.);



La surface agricole équivaut aux besoins de la commune

Sources principales

- Outil PARCEL
- Recensement Parcellaire Graphique 2018



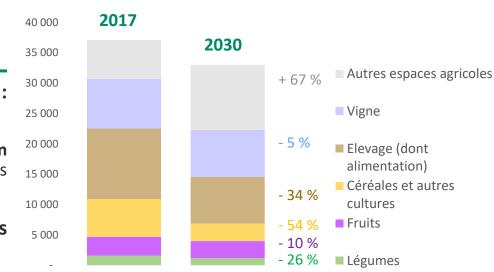
LE SCENARIO TENDANCIEL

L'AVENIR DE L'ALIMENTATION SI L'ON CONTINUE COMME AUJOURD'HUI

Une évolution d'ici 2030 dans la continuité des tendances observées au cours des dernières années

L'avenir de la production agricole : la SAU

- La surface agricole serait diminuée de 11 % : perte de plus de 4 000 hectares ;
- L'ensemble des surfaces liées à une production alimentaire diminuent et en particulier les grandes cultures (-54%) et l'élevage (diminution des prairies);
- En vis-à-vis, augmentation de 27% des surfaces non alimentaires ;



Evolutions tendancielles des surfaces agricoles du PNR Luberon

Hypothèses:

Surfaces - Evolution des surfaces : prolongation des tendances récentes 2015-2017 // <u>Surfaces en bio</u> : prolongation des tendances 2008-2016 (sans 2016-17 : forte hausse)

Consommation – <u>Résidents</u> : prolongation des évolutions démographiques // <u>Non résidents</u> : maintien de la population non résidente // Habitudes alimentaires : pas d'évolutions



LE SCENARIO TENDANCIEL

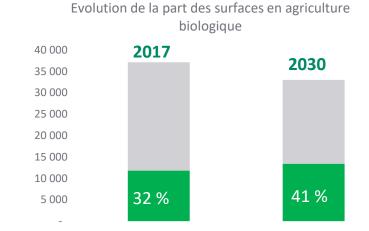
VERSION NON DÉFINITIVE

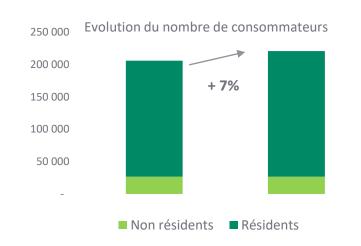
L'avenir de la production agricole : la bio

- Légère augmentation des surfaces en agriculture biologique :
 13 400 hectares en bio en 2030 (+ 14% depuis 2017) ;
- Les surfaces en AB représentent en 2030 une part importante (plus de 40% de la SAU totale) > davantage lié à la diminution de la SAU globale qu'à la progression de la bio

L'avenir de la demande alimentaire

- Augmentation de la demande alimentaire du fait de la croissance du nombre de résidents du PNR: + 15 000 en 2030 p/r 2017
- Maintien de la population non résidente (stagnation du tourisme ?)
- Pas de changements de régimes alimentaires significatifs
- Augmentation de la consommation de produits « différenciés » et du bio en particulier : + 140% de vente de produits bio entre 2011 et 2018 en France métro.





Hypothèses:

Surfaces - <u>Evolution des surfaces :</u> prolongation des tendances récentes 2015-2017 // <u>Surfaces en bio :</u> prolongation des tendances 2008-2016 (sans 2016-17 : forte hausse)

Consommation – <u>Résidents</u> : prolongation des évolutions démographiques // <u>Non résidents</u> : maintien de la population non résidente // Habitudes alimentaires : pas d'évolutions



LE SCENARIO TENDANCIEL

<u>le potentiel nourricier du territoire diminue à 19%</u>

- Le potentiel nourricier diminue : 19 % (contre 37% actuellement),
- Cette diminution est liée à la forte perte de surfaces « alimentaires » mais aussi à l'augmentation de la demande alimentaire (croissance de la population résidente) ;
- Pour satisfaire cette nouvelle demande, il faudra 186 700 hectares (contre 163 500 hectares aujourd'hui : soit + 14% de surfaces nécessaires) ;

l'emploi agricole augmente de 15%

- Il faudrait environ 4 850 UTA agricoles pour valoriser ces surfaces (contre 4 210 UTA nécessaires aujourd'hui : soit une augmentation de 15%) ; lien avec la bio
- La répartition de ces emplois entre les productions (céréales, élevage...) serait similaire à 2017 ;

Les impacts écologiques de l'alimentation relocalisée

• Les impacts écologiques ne sont pas significatifs : augmentation de la demande alimentaire, pas de changement des régimes ...



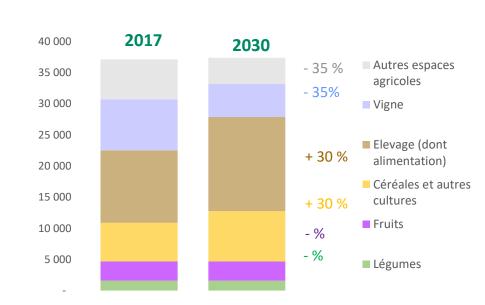
LE SCENARIO DE TRANSITION

L'AVENIR DE L'ALIMENTATION SI L'ON MODIFIE CERTAINES TRAJECTOIRES

Une évolution d'ici 2030 en stoppant l'artificialisation des terres agricoles – dynamique du bio . Evolution de la demande alimentaire (-de viande).

L'avenir de la production agricole : la SAU

- Maintien de la surface agricole : arrêt de perte en terres agricoles ;
- Les surfaces liées à une production alimentaire augmentent du fait du développement des grandes cultures et des surfaces pour l'élevage (+30% dans les deux cas);
- En vis-à-vis, diminution de 35 % des surfaces non alimentaires;



Evolutions des surfaces agricoles du PNR Luberon : scénario de transition

Hypothèses:

Surfaces - Evolution des surfaces : maintien de la SAU / Diminution des surfaces non alimentaires au profit de l'élevage et des céréales pour augmenter le potentiel nourricier // <u>Surfaces en bio</u> : prolongation des tendances 2008-2017 (avec 2016-17 : forte hausse) **Consommation** - <u>Résidents</u> : prolongation des évolutions démographiques // <u>Non résidents</u> : diminution de 50% du tourisme étranger (qui représente 40% du tourisme total) // Habitudes alimentaires : -25% de consommation de produits animaux ;

40 000

35 000

30 000 25 000

20 000

15 000 10 000

5 000



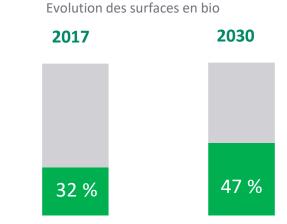
LE SCENARIO DE TRANSITION

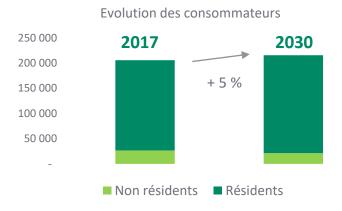
L'avenir de la production agricole : la bio

- Fort développement de l'AB, sur la lancée de la croissance très dynamique de 2016-2017 : **17 700 hectares en bio** en 2030 (+ 50"% depuis 2017) ;
- Les surfaces en AB représentent en 2030 près de la moitié de la surface agricole du PNR;

L'avenir de la demande alimentaire

- La demande alimentaire augmente légèrement du fait de l'augmentation tendancielle des résidents du parc;
- En vis-à-vis, la population non résidente diminue : hypothèse de diminution du tourisme étranger;
- Les régimes alimentaires évoluent avec une diminution d'1/4 de la consommation des produits animaux;
- Augmentation de la consommation du bio : + 140% de vente de produits bio entre 2011 et 2018 en France métro.





Hypothèses:

Surfaces - Evolution des surfaces : maintien de la SAU / Diminution des surfaces non alimentaires au profit de l'élevage et des céréales pour augmenter le potentiel nourricier // <u>Surfaces en bio</u> : prolongation des tendances 2008-2017 (avec 2016-17 : forte hausse) **Consommation** – <u>Résidents</u> : prolongation des évolutions démographiques // <u>Non résidents</u> : diminution de 50% du tourisme étranger (qui représente 40% du tourisme total) // Habitudes alimentaires : -25% de consommation de produits animaux ;



LE SCENARIO DE TRANSITION

le potentiel nourricier du territoire augmente : 47%

- Le potentiel nourricier augmente : 47% (contre 37% actuellement), en allouant de manière optimale la surface agricole disponible ;
- légère augmentation liée à la fois à l'augmentation des surfaces « alimentaires» et à l'évolution des régimes alimentaires vers une diminution de la consommation des produits animaux ;
- Pour satisfaire cette nouvelle demande, il faudra 129 000 hectares (contre 163 500 hectares)

<u>l'emploi agricole augmente de 22%</u>

- Il faudrait environ 5 140 UTA agricoles pour valoriser ces surfaces (contre 4 210 UTA nécessaires aujourd'hui : soit une augmentation de 22%);
- La répartition de ces emplois entre les productions (céréales, élevage...) serait différente de ceux nécessaires en 2017, du fait de l'évolution des régimes alimentaires : plus de producteurs en cultures végétales ;

Les impacts écologiques de l'alimentation relocalisée significatifs

diminution des EGES, diminution de la pollution de l'eau, augmentation de l'abondance d'espèces par ha de terre agricole, augmentation du taux de matière organique des sols (travail de quantification en cours);